

COP29 : à Bakou, les discussions piétinent

En Azerbaïdjan, les divergences restent grandes entre les pays du Sud, les pays occidentaux et la Chine

BAKOU - envoyé spécial

De nuit, le stade olympique de Bakou resplendit, illuminé par des murs de LED. Entre le lac de Boyukshor et une grande voie express, l'enceinte éclaire tout le quartier avec des messages qui tournent en boucle. « Solidarité pour un monde vert », « Enclencher l'action ». De jour, ces slogans et beaucoup d'autres sont lisibles partout sur les immenses installations temporaires qui accueillent la 29^e Conférence des parties pour le climat (COP29). Dans les salles de négociation, la réalité de la diplomatie climatique est beaucoup moins simple. Et, de jour comme de nuit, les discussions s'enlisent.

« Arrêtons le théâtre et passons aux choses sérieuses, a imploré, lundi 18 novembre, Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Oui, il y a des vents contraires, tout le monde le sait, mais les déplorer ne les fera pas disparaître. Il est temps de se concentrer sur les solutions. » En ce début de deuxième semaine, l'ambiance de la COP29 oscille entre l'attentisme et l'angoisse d'un échec. Lundi 18 novembre, beaucoup de ministres des 197 pays ont commencé à arriver sur le site. Charge à eux de commencer à débloquent le sujet crucial de cette COP29, le New Collective Quantified Goal (NCQG), c'est-à-dire le nouvel objectif de financement à apporter aux pays en développement pour les aider à réussir leur transition climatique. Lors des discussions techniques de la première semaine, le texte est passé de neuf à trente-quatre pages, pour redescendre à vingt-cinq. Il reste encore une cinquantaine d'options à trancher et autant de sujets à déminer. « En l'état, ce texte ne va nulle part. On a perdu sept jours », souffle un négociateur européen. Pour tenter de trouver des voies de passage dans ce document rempli de chausse-trappes, les responsables politiques vont d'abord devoir composer avec un contexte géopolitique tendu. Depuis le début, cette conférence

Les dirigeants du G20 ont reconnu « le besoin d'augmenter la finance climatique », sans s'avancer sur les futures aides

des Nations unies, qui se déroule alors que plusieurs guerres sont en cours, a été percutée par les critiques du président azerbaïdjanais, İlham Aliyev, contre les pays occidentaux, par le départ des négociateurs argentins rappelés par leur président climatocceptique, Javier Milei, et, surtout, par les turbulences de l'élection de Donald Trump.

Très loin de Bakou, le futur président américain, qui veut à nouveau désengager son pays de la diplomatie climatique, a été vu, samedi soir, lors d'un combat organisé par l'Ultimate Fighting Championship, au Madison Square Garden, à New York, en grande discussion avec Yasir Al-Rumayyan, président de la compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco. « Si vous regardez le contexte géopolitique, qui est dans l'esprit de tout le monde, les choses sont très difficiles, a résumé, lundi, Wopke Hoekstra, commissaire européen à l'action pour le climat. Malgré cela, nous pouvons et nous devons avoir un bon résultat à la fin. »

Avant que les discussions entrent dans leur phase la plus cruciale en milieu de semaine, les négociateurs continuaient à regarder vers l'extérieur en espérant enfin apercevoir quelques signaux positifs, notamment en provenance du sommet du G20 qui se tient à Rio jusqu'à mardi. Face au retour du climatocceptisme trumpiste, les chefs d'État les plus ambitieux d'un point de vue climatique allaient-ils rappeler l'impératif de faire vivre l'accord de Paris, adopté en 2015 ? J'en appelle aux leaders du G20 pour qu'ils don-

nent des instructions claires aux négociateurs à Bakou pour parvenir à un accord absolu essentiel sur le nouvel objectif financier global », avait déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, dimanche 17 novembre, lors d'une prise de parole à Rio. Lundi, c'était au tour du président de la COP29, Mukhtar Babayev, de réclamer que les dirigeants du G20 donnent un « mandat clair » aux ministres.

Mais, mardi matin, les nouvelles de Rio étaient mitigées. Dans leur déclaration finale, publiée dans la nuit sur le site du gouvernement brésilien, les dirigeants du G20 reconnaissent « le besoin d'augmenter la finance climatique » pour la porter à « des milliers de milliards de dollars ». Sans s'avancer sur la structuration de ce financement et des futures aides, les pays les plus puissants partagent le constat

de pays en développement. Ils ne reprennent en revanche pas dans leur communiqué des termes plus ambitieux, comme l'engagement à « opérer une transition juste, ordonnée et équitable vers une sortie des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques », qui avait été arraché à la dernière COP, à Dubai.

Durcissement du ton

Au fur et à mesure des jours, les regards se tournent donc vers la présidence azerbaïdjanaise de la COP. Vu la façon dont la question du NCQG s'est complexifiée, de nombreux négociateurs attendent que les responsables de la COP prennent les choses en main en mettant sur la table un texte beaucoup plus concis et concret. « Il y a une responsabilité importante, comme toujours, sur les épaules de la présidence de la COP pour arri-

ver à une conclusion sur ces discussions compliquées. Nous avons besoin d'une présidence qui dirige », a ainsi poursuivi M. Hoekstra. Un durcissement du ton qui montre que les négociations entrent dans une phase plus épineuse.

En ces temps de morosité économique, mais aussi d'intensification des impacts climatiques, les fossés entre les différents blocs de pays ne sont pas résorbés. Les organisations non gouvernementales et les pays en développement militent toujours pour un quantum de plus de 1 000 milliards de dollars par an, avec beaucoup de précisions sur la nature des aides.

L'Union européenne veut que cet objectif soit structuré en plusieurs niveaux, avec une comptabilisation des aides publiques, mais aussi de l'investissement privé. La Chine, elle, s'oppose toujours de façon très ferme à un

élargissement de la base des contributeurs pour l'inclure, ce qui remettrait en cause son statut de pays en développement. « Il y a eu peu de progrès lors de la première semaine, nous voyons ça à beaucoup de COP. Mais si on la compare à d'autres, celle-ci a fait vraiment peu de progrès », analyse Marta Torres Gunfaus, directrice du programme climat de l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Lundi, l'Union européenne a évoqué publiquement l'idée que certains pays contribuent de façon « volontaire ». Une main tendue vers la Chine. Alors que les négociateurs américains de Joe Biden sont affaiblis par le retour de Donald Trump, la constitution d'un axe entre Bruxelles et Pékin pourrait s'avérer indispensable pour désensabler cette COP. ■

MATTHIEU GOAR



Le président de la COP29, Mukhtar Babayev, le secrétaire exécutif de la CCNUCC, Simon Stiell, et le président de l'organe subsidiaire de mise en œuvre de la CCNUCC, Nabeel Munir, à Bakou, le 18 novembre. HURAD SEZER/REUTERS

ON EST ICI

8,8 GW

11 GW

DE CAPACITÉS
INSTALLÉES DE PRODUCTION
D'ÉNERGIES RENOUVELABLES
D'ENGIE EN FRANCE
D'ICI 2030

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST EN MARCHÉ, ENGIE Y CONTRIBUE CHAQUE JOUR.

ENGIE, 1^{er} producteur d'énergies éoliennes et solaires en France, exploite près de 500 sites de production d'énergies renouvelables électriques et gazeuses, implantés au cœur des territoires français. #AgissonsEnsemble

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

1 GW d'énergies renouvelables permet de produire l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'électricité de près d'1 million de personnes.

De capacités installées de production d'énergies renouvelables d'ENGIE en France au 30/06/2024. *Source : Étude Interne et Analyst Pack au 30/06/2024.

Plus d'infos sur [engie.com/non-est-ici-dans-la-transition-energetique](https://www.engie.com/non-est-ici-dans-la-transition-energetique)

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285011€ - RCS NANTERRE 542107651. © Nicolas Pollet-Villard.

ENGIE